

ACTION URGENTE

CHINE. UNE OUIGHOURE À NOUVEAU DÉTENUE AU SECRET

Mahira Yakub a été renvoyée au Centre de détention de Yining, dans la région du Xinjiang, en Chine, à la fin du mois de novembre 2020 et ne peut toujours pas communiquer avec sa famille ni consulter l'avocat de son choix. Cette femme ouïghoure, qui travaillait pour une compagnie d'assurance, avait initialement été portée disparue en avril 2019. En janvier 2020, elle a été inculpée de « soutien matériel à des activités terroristes » après avoir transféré des fonds à ses parents en Australie. Elle a été libérée à titre provisoire le 4 septembre 2020 et hospitalisée ultérieurement pour des raisons inconnues. L'état de santé et le bien-être de Mahira Yakub suscitent de graves inquiétudes, notamment parce qu'elle a souffert de problèmes de foie lors d'une précédente détention.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Procureur adjoint du parquet populaire
de la préfecture autonome kazakhe d'Ili
Han Jielong
Lane 4, Sidalin (West) Lu
Yining Shi 835000
Ili Kazakh Autonomous Prefecture
Xinjiang Uyghur Autonomous Region
Chine*

Monsieur le Procureur adjoint,

Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude pour Mahira Yakub (亚库甫·玛依拉), une femme ouïghoure employée par une compagnie d'assurance, qui est incarcérée dans le Centre de détention de Yining et qui ne peut ni communiquer avec sa famille ni consulter l'avocat de son choix. Initialement portée disparue en avril 2019, elle a été inculpée de « soutien matériel à des activités terroristes » (资助恐怖活动罪) en janvier 2020 pour avoir transféré des fonds à ses parents en Australie. Je crois comprendre qu'elle a été libérée à titre provisoire le 4 septembre 2020 et hospitalisée ultérieurement pour des raisons inconnues, mais qu'elle a été renvoyée au Centre de détention de Yining en novembre 2020. Pendant toute cette période, la famille de Mahira Yakub n'a pas pu entrer en contact avec elle.

J'ai appris avec inquiétude que des proches de Mahira Yakub vivant au Xinjiang avaient été harcelés par les autorités chinoises parce que d'autres membres de la famille, établis à l'étranger, avaient publié des informations à son sujet sur les réseaux sociaux. Ce type d'intimidation n'a aucune justification en droit et vise uniquement à restreindre le droit à la liberté d'expression.

Mahira Yakub ne pouvant communiquer avec sa famille ni consulter un avocat de son choix, je suis profondément préoccupé.e pour son état de santé et son bien-être, d'autant plus qu'elle a été privée de soins médicaux adaptés lorsqu'elle a souffert de problèmes de foie pendant sa détention dans un centre de « transformation par l'éducation » de mars à décembre 2018.

En conséquence, je vous prie instamment :

- *de libérer Mahira Yakub, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'elle a commis une infraction reconnue par le droit international et qu'elle ne soit jugée dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;*
- *d'autoriser Mahira Yakub à communiquer avec sa famille, de lui fournir sans délai les soins médicaux adéquats dont elle aura besoin ou qu'elle demandera, de lui permettre d'exercer son droit de bénéficier de l'assistance d'un avocat de son choix et de veiller à ce qu'elle ne soit pas soumise à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements ;*
- *de mettre fin à toute forme de harcèlement et d'intimidation à l'encontre des proches de Mahira Yakub.*

Veillez agréer, Monsieur le Procureur adjoint, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Mahira Yakub travaillait pour China Life Insurance Co. Elle vendait également des noix sur des marchés locaux et donnait des cours du soir de mandarin à des enfants ouïghours. Lorsque Mahira Yakub a disparu en avril 2019, sa sœur, qui vivait en Australie, a demandé de l'aide aux autorités de ce pays. Ce n'est qu'en septembre 2019 qu'elle a appris, grâce à des échanges entre les autorités australiennes et l'ambassade de Chine à Canberra, que Mahira Yakub avait été arrêtée le 15 mai 2019, « poursuivie en justice en juillet 2019 pour financement présumé d'activités terroristes et [qu'elle était] en bonne santé ».

Les parents de Mahira Yakub sont accusés par les autorités chinoises d'être des « terroristes en fuite », alors qu'ils ont pu se rendre en Chine sans problème en 2015 et 2016. Ils ne sont en aucun cas visés par les autorités australiennes pour des soupçons d'activités criminelles.

D'après la sœur de Mahira Yakub, l'argent que celle-ci avait transféré à ses parents en juin et juillet 2013 était destiné à les aider à acheter une maison en Australie. Sa sœur a gardé les documents justificatifs, et notamment les reçus de virements bancaires et l'enregistrement de l'achat de la maison. Les autorités chinoises affirment également que Mahira Yakub était en possession d'éléments encourageant l'extrémisme, notamment 66 photos. La sœur de Mahira Yakub pense qu'il s'agit de photos d'elle-même, de Mahira et de leur mère coiffées de foulards. Aucune raison n'a été donnée pour justifier la détention de Mahira Yakub dans un établissement de « transformation par l'éducation » de mars à décembre 2018. On ignore si cette détention était liée aux transferts de fonds à ses parents.

Lorsqu'on est venu chercher Mahira Yakub le 5 septembre 2020, on a dit à sa famille qu'elle serait emmenée à l'hôpital populaire de Yining, pour des raisons inconnues. Cependant, sa famille n'a pas été autorisée à lui parler, ne serait-ce qu'au téléphone. D'après sa sœur, Mahira Yakub n'a pas pu être représentée par un avocat en raison de son origine ouïghoure. Amnesty International a recensé plusieurs cas de membres de minorités ethniques dans le Xinjiang qui n'ont pas pu bénéficier de l'assistance d'avocats car ceux-ci craignaient de faire l'objet de représailles s'ils acceptaient de les défendre. La tante et l'oncle de Mahira Yakub, Gulbekram Mementim (麦米提敏·古勒拜克热木) et Qasim Tohti (托合提·哈斯木), ont été inculpés des mêmes charges qu'elle. Ils ont été libérés sous caution.

Le Xinjiang est l'une des régions chinoises dont la population est la plus diversifiée sur le plan ethnique. Plus de la moitié de ses 22 millions d'habitants appartiennent à des groupes ethniques principalement d'origine turque et majoritairement musulmans, parmi lesquels les Ouïghours (environ 11,3 millions de personnes), les Kazakhs (environ 1,6 million de personnes) et d'autres populations dont les langues, les cultures et les modes de vie sont très différents de ceux des Hans, qui sont majoritaires en Chine « intérieure ».

En mars 2017, les autorités du Xinjiang ont adopté le « Règlement de lutte contre l'extrémisme », qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes », tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer ou de refuser d'écouter ou de regarder des émissions de la radio et de la télévision publiques, le port de la burqa, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, et la publication, le téléchargement, le stockage et la lecture d'articles, de publications ou de matériel audiovisuel présentant un « contenu extrémiste ». Cette réglementation a également instauré un « système de responsabilisation » destiné aux cadres du gouvernement pour le travail de « lutte contre l'extrémisme », et mis en place une évaluation annuelle de leurs performances.

On estime que jusqu'à un million de Ouïghours, de Kazakhs et d'autres membres d'ethnies à majorité musulmane sont détenus dans des centres de « transformation par l'éducation ». Les autorités chinoises ont nié l'existence de ces lieux jusqu'en octobre 2018, et ont ensuite affirmé qu'il s'agissait de centres de « formation professionnelle » gratuite et volontaire. Selon elles, l'objectif de cette formation est de fournir des enseignements techniques et professionnels pour permettre à ces personnes de trouver un emploi et de devenir des citoyens « utiles ». Les explications de la Chine, cependant, contredisent les informations recueillies auprès d'anciens détenus faisant état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement. La Chine a rejeté les demandes de la communauté internationale, y compris d'Amnesty International, l'invitant à autoriser des experts indépendants à se rendre librement dans la région du Xinjiang. Elle a par ailleurs multiplié les efforts pour faire taire les critiques en invitant des délégations de divers pays à se rendre au Xinjiang pour des visites soigneusement orchestrées et surveillées de près.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : chinois, anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE 18 février 2021.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Mahira Yakub (elle)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/2391/2020/fr/>